**Monsieur Josep Borrell Fontelles**

Haut représentant de l’Union pour les

Affaires étrangères et la politique de sécurité

Commission européenne

200 rue de la Loi, BP-1049 Bruxelles

Belgique

[cab-borrell-fontelles-contact@ec.europa.eu](mailto:cab-borrell-fontelles-contact@ec.europa.eu)

Monsieur,

Sur la base d’informations communiquées par l’ACAT-France, j’attire votre attention sur la situation extrêmement préoccupante de Sultana Khaya, défenseuse sahraouie des droits humains, ainsi que celle de sa sœur Luara Khaya. Depuis le 19 novembre 2020, elles sont assignées arbitrairement à résidence sans base légale ni décision de justice et sont victimes avec leur mère de violences répétées par les forces de sécurité marocaines. Le 5 décembre 2021 Sultana et Luara ont été une nouvelle fois battues et violées par des agents des forces de sécurité. Pendant l’agression, Sultana a été forcée à inhaler une substance ayant entraîné une paralysie de ses membres et a reçu une injection d’une substance inconnue. Depuis cette agression, elle n’a toujours pas reçu de soins et son état de santé s’est dégradé de façon inquiétante.

Nous nous inquiétons particulièrement de la recrudescence de l’utilisation répétées de violences sexuelles à l’encontre des défenseuses sahraouies des droits humains et sommes préoccupés par la multiplication d’attaques à l’encontre des défenseurs et défenseuses sahraouis depuis la fin du cessez-le-feu le 13 novembre 2020. Le 11 décembre 2021, Lwali Lahmad, directeur de la fondation Nushatta pour les Médias et les Droits de l’Homme a été arrêté et torturé.

En raison de votre déclaration du 6 mai 2021, où vous indiquiez suivre la situation des droits humains au Sahara occidental, je vous demande de bien vouloir adopter une déclaration publique :

* Exigeant de la part des autorités marocaines la fin de toute forme de violences, dont les violences sexistes et sexuelles, contre les défenseurs et défenseuses des droits humains, notamment envers Sultana et Luara Khaya ;
* Demandant la levée de l’assignation arbitraire à résidence de Sultana et Luara Khaya ;
* Rappelant au Royaume marocain ses obligations internationales en matière de protection des droits humains et tout particulièrement en matière de lutte contre la torture et les mauvais traitements ;
* Demandant aux autorités marocaines la mise en place d’une enquête indépendante sur les allégations de tortures et autres violations subies Sultana et Luara Khaya.

Dans l’attente de votre réponse, je vous prie d’agréer, Monsieur, l’expression de ma haute considération.

**Copie conforme envoyée à :**

**Son Excellence Mme Patricia Pilar LLOMBART CUSSAC**

Ambassadrice et cheffe de la délégation permanente du l’Union européenne au Maroc

Riad Business Center

Aile Sud, Boulevard Er-Riad Quartier Hay Riad

B.P 1302, Rabat, MAROC

Tél : +212 (0) 537 57 98 00

Fax : +212 (0) 537 57 98 10

Courriel : [delegation-morocco@eeas.europa.eu](mailto:delegation-morocco@eeas.europa.eu)

**Son Excellence M. Mohamed BENCHAABOUN**

Ambassadeur du Maroc en France

5, rue Le Tasse, 75116 Paris, FRANCE

Tél : +33 (0)1 45 20 69 35

Fax : +33 (0)1 45 20 22 58

Courriel : [info@amb-maroc.fr](mailto:info@amb-maroc.fr)

**Son Excellence M. Omar ZNIBER**

Ambassadeur et représentant permanent du Maroc auprès des Nations Unies à Genève

Chemin François-Lehmann 18A

1218 Grand-Saconnex, SUISSE

Tél : +41 (0)22 791 81 81

Fax : +41 (0)22 791 81 80

Courriel : [maroc@mission-maroc.ch](mailto:maroc@mission-maroc.ch)

**Son Excellence M. François RIVASSEAU**

Ambassadeur et représentant permanent de la France auprès des Nations Unies à Genève

Villa "Les Ormeaux", Route de Pregny 36, 1292 Chambésy, SUISSE

Tél : +41 (0)22 758 91 13

Fax : +41 (0) 22 758 91 37

Courriel : [missionfrance.geneve-dfra@diplomatie.gouv.fr](mailto:missionfrance.geneve-dfra@diplomatie.gouv.fr)

**M. Raphaël JUSTINE**

Sous-directeur de l’Afrique du Nord

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

37 quai d'Orsay

75700 Paris SP 07

Courriel : [raphael.justine@diplomatie.gouv.fr](mailto:raphael.justine@diplomatie.gouv.fr)